

PREFETE DU PAS-DE-CALAIS

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Eau et Risques
Unité Plan de Prévention des Risques
Affaire suivie par : Valérie Ziolkowski
Email : valerie.ziolkowski@pas-de-calais.gouv.fr
Tél. 03 21 22 90 62

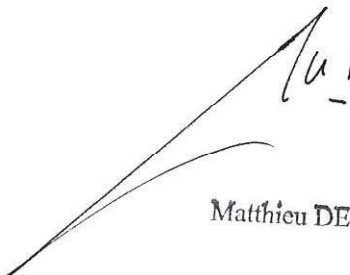
ARRAS, le - 1 AVR. 2016

Madame, Monsieur,

Je vous remercie de l'attention que vous avez portée au contenu des documents relatifs au plan de prévention des risques littoraux de Gravelines à Oye-Plage. Pour répondre à vos remarques et suggestions, veuillez trouver en annexe, mes propositions à la fois pour améliorer la lisibilité du règlement et pour modifier certaines prescriptions.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur départemental
des territoires et de la mer



Matthieu DEWAS

Madame Nicole Chevalier
Présidente de la Communauté de Communes de la Région d'AUDRUICQ
66, Place du Général de Gaulle
B.P.4 – 62370 AUDRUICQ

Monsieur le Maire de Oye-Plage
87, avenue Paul Machy
62215 OYE-PLAGE

ANNEXE

Propositions sur la lisibilité et la compréhension

Les mesures obligatoires pour les biens et activités existants sont intégrées en titre IV et sont peu repérables.

Les mesures réglementaires obligatoires qui sont intégrées dans le titre IV seront précisées dès le titre I dans un tableau de synthèse et mentionnées par un renvoi vers le titre IV à la fin de chaque zone. De plus, comme vous le suggérez, elles seront inscrites dans un titre spécifique facilement identifiable (titre IV : mesures sur les biens et activités existants, titre V : mesures de prévention, protection, sauvegarde).

Indiquer en conclusion de manière très apparente que le respect de ces dispositions (mesures obligatoires) conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels, lorsque l'état de catastrophe naturelle sera constaté.

Cette précision qui apparaît dans le titre I et en introduction du paragraphe relatif aux mesures obligatoires sur les biens et activités existants (titre IV), sera mise en gras et encadrée.

Consacrer un paragraphe spécifique à la bande de précaution pour chaque zone : les dispositions relatives à la bande de précaution sont « noyées » dans le titre IV.

Pour une meilleure compréhension des dispositions réglementaires qui s'appliquent à la bande de précaution, un complément pour préciser que le règlement des zones Rouge et Vert Foncé s'applique pour la bande de précaution sera rédigé en introduction de ces zones (il n'y a donc pas lieu d'ajouter un chapitre spécifique pour cette bande). Par contre, effectivement certaines mesures obligatoires sont particulières à la bande de précaution et sont détaillées dans le titre IV.

Illustrer par des schémas ou croquis les notions de « sans augmentation des volumes soustraits à la submersion marine » et de « cote de référence ».

Concernant la notion « sans augmentation des volumes soustraits à la submersion marine », elle a été supprimée. Les autres conditions de réalisation des projets concernés par cette notion permettent leur réalisation en adéquation avec l'objectif de prévention recherché. Cela simplifie la lecture et la compréhension du règlement.

Concernant la définition de la cote de référence, les schémas des pages 52 et 53 seront complétés par un extrait de la carte du zonage avec "les isocotes".

Propositions sur les prescriptions du règlement et le zonage

Les remblais sont interdits : préciser « sauf pour la reconstitution de digues ».

En introduction de chaque zone la prescription sur les remblais sera complétée de la manière suivante : « Les remblais sont interdits, **sauf pour la reconstitution des ouvrages de protection existant en cas de défaillance** ». Cette prescription sera ajoutée également dans le tableau de synthèse des projets dans chaque zone.

Pour rappel dans le règlement, le chapitre IV.7 est consacré aux « mesures relatives à l'entretien des ouvrages et des cours d'eau » et détaille les mesures obligatoires.

Autoriser les extensions sans limitation de surface lorsqu'il n'y a pas d'augmentation de l'emprise au sol.

Les extensions sont autorisées sans limitation de surface, au-dessus de la cote de référence, en zones Bleu Foncé et Bleu Clair, qui sont les zones d'aléas les plus faibles (aléa de référence + aléa CC 2100) et déjà urbanisées.

En effet, les objectifs de prévention dans ces zones visent notamment à permettre la poursuite de l'urbanisation de manière sécurisée.

Pour les autres zones (zones non actuellement urbanisées et/ou soumises à un aléa fort ou très fort), le principe général est de ne pas implanter de nouveaux enjeux, ni d'augmenter le nombre de personnes dans ces zones à risque. Il n'est pas pertinent d'autoriser des extensions sans limitation de surface, même si celles-ci n'augmentent pas l'emprise au sol ou ne soustraient pas de volume à la submersion.

Imposer dans les zones réglementées, que les cuves soient dotées d'une dalle de lestage pour l'installation des systèmes d'assainissement non collectif.

Le règlement prévoit déjà une mesure spécifique p.68 :

Mettre en sécurité les cuves de combustibles ou de produits polluants : les cuves non enterrées seront arrimées et étanchéifiées (voire déplacées hors d'eau) ; pour les cuves enterrées, il s'agira de vérifier la résistance à la poussée d'Archimède et de les étanchéifier. Cette mesure vise à éviter que les cuves ne deviennent des objets dangereux et que le contenu ne se répande en entraînant une pollution. Elle concerne les cuves, citernes, réservoirs, silos, en extérieur, mais aussi les cuves d'hydrocarbures à l'intérieur des bâtiments. La mise en œuvre peut consister à déplacer la cuve hors zone inondable, ou à créer un support résistant ou renforcer le support existant (par exemple au moyen de fixation dans un radier béton de lestage) et empêcher l'eau de pénétrer par les événements (par exemple : mettre hors d'eau les orifices des événements ; disposer de robinets de coupure à la sortie immédiate de la cuve, permettant d'isoler celle-ci de l'ensemble de l'installation ; prévoir le moyen d'obturer les événements dès que l'installation est coupée)

Autoriser les garages et abris de jardin en zone Vert Foncé (habitat diffus).

Effectivement, les garages et abris de jardins sont interdits en zones Rouge et Vert Foncé. En effet, ces zones étant soumises à un aléa fort ou très fort, le principe est de ne pas implanter de nouveaux enjeux dans ces zones à risque. Toutefois, les carports y sont autorisés car ils sont hydrauliquement transparents.

Tenir compte dans le règlement du projet de la maison dans la dune

Ce projet doit être précisé, mais le règlement autorise les travaux de gestion courante de l'existant dans toutes les zones.

Classer en zone Bleu, la zone UC du PLU de Oye-Plage, rue des trois Bergers au Hameau de l'Étoile.

Cette modification des enjeux ne peut pas être faite, puisque la définition du caractère actuellement urbanisé ou non actuellement urbanisé des parcelles ne tient pas compte du classement du PLU ; en l'occurrence ces parcelles ne sont pas bâties et de surcroît, ne sont pas concernées en totalité par l'aléa.

La réglementation sur les campings existants soulève plusieurs problèmes : les habitations légères de loisirs sont interdites dans toutes les zones, la fermeture annuelle imposée va entraîner des pertes économiques pour les propriétaires, le déplacement des mobil-homes durant la période de fermeture semble peu réaliste.

Pour répondre à ces problématiques, il a été décidé de supprimer la période de fermeture annuelle et de remplacer le déplacement des mobil-homes par une obligation d'ancrage ou d'arrimage et par un renforcement des mesures adaptées à la gestion de crise.

Seules les **nouvelles** habitations légères de loisirs sont interdites dans toutes les zones.

Le taux de financement des mesures obligatoires limité à 40 % est insuffisant et le plafonnement à 10 % du montant total des mesures obligatoires est incongru.

Le taux de financement est fixé à l'échelle nationale et ne peut être augmenté. Le plafonnement est prévu réglementairement (art. R. 562-5 CE).

Quelle est l'autorité en charge de contrôler la réalisation des mesures rendues obligatoires par le PPR ?

Le régime de contrôle et les sanctions attachées au non-respect du PPRN sont de deux ordres : administratif et pénal.

Le contrôle des projets, le contrôle des dispositions d'urbanisme

Les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols, appliquent les mesures qui entrent dans le champ du code de l'urbanisme. La Préfecture assure le contrôle administratif sur les actes soumis au contrôle de légalité.

Les maîtres d'ouvrage et les professionnels chargés de réaliser les projets, sont responsables des études ou des dispositions qui relèvent du code de la construction et de l'habitation en application de son article R.126-1.

Le constat des infractions aux règles d'urbanisme peut notamment être effectué à l'occasion du contrôle de conformité des constructions autorisées prévu par l'article L.461-1 du code de l'urbanisme.

Les sanctions administratives

L'article L.562-1-III du code de l'environnement dispose que « *la réalisation des mesures prévues aux 3° et 4° du II peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans, pouvant être réduit en cas d'urgence. A défaut de mise en conformité dans le délai prescrit, le préfet peut, après mise en demeure non suivie d'effet, ordonner la réalisation de ces mesures aux frais du propriétaire, de l'exploitant ou de l'utilisateur* ».

Les agents chargés du contrôle sont les inspecteurs de l'environnement ayant reçu des attributions relatives à l'eau et à la nature. L'article L.171-8 du code de l'environnement précise toutes les mesures nouvelles applicables pour sanctionner le non-respect des prescriptions d'un PPRN.

Les sanctions pénales

L'article L.562-5-I du code de l'environnement envisage deux types de situations susceptibles d'entraîner les sanctions pénales prévues à l'article L.480-4 du code de l'urbanisme :

- le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPRN approuvé ;
- le fait de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par le PPRN.

Le régime de ces infractions relève très largement des dispositions du code de l'urbanisme.

Les infractions commises pour non-respect des règles édictées en matière de permis de construire et d'utilisation des sols sont constatées par tous officiers ou agents de police judiciaire ainsi que par tous les fonctionnaires et agents de l'Etat et des collectivités publiques commissionnés à cet effet par le maire ou le ministre chargé de l'urbanisme suivant l'autorité dont ils relèvent et assermentés. Les procès-verbaux dressés par ces agents font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils sont transmis sans délai au ministère public.

Envoi d'un courrier préfectoral personnalisé

Des plaquettes d'information sont en cours de préparation et permettront lors de l'enquête publique d'informer la population sur le PPR.

Le quartier des Escardines est très vulnérable : hauteur d'eau de 1 mètre, seule voie d'accès inondée en 15 minutes, vigilance orange de plus en plus fréquentes, recule du cordon dunaire lors des grandes marées. Qui doit réaliser l'analyse de la vulnérabilité de la commune ?

Le PPR a pour objectif de ne plus exposer de nouveaux enjeux dans les zones les plus dangereuses et de réduire la vulnérabilité des biens.

Le plan communal de sauvegarde sera rendu obligatoire une fois le PPR approuvé. Pour être efficace, il devra comporter un volet spécifique pour organiser la gestion de crise en cas de submersion marine et être adapté aux enjeux qui peuvent être impactés sur votre commune et notamment le lotissement des Escardines et les campings. L'étude de vulnérabilité réalisée par la DDTM62, en cours sur votre commune, apportera des éléments pour réaliser ce document.

Cette étude comprend deux volets :

- Analyse de la vulnérabilité et proposition de solutions de réduction de la vulnérabilité,
- Travail de communication pour l'accès à l'information et mise en œuvre d'aide à la gestion de crise.

Information sur le PPRL

Mes services se tiennent à votre disposition pour participer à une réunion publique après les consultations officielles et avant l'enquête publique.